

OMC : Sarkozy menace d'un veto, Mandelson réplique aussitôt

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 24.07.08 | 15h38 • Mis à jour le 24.07.08 | 20h35

Nicolas Sarkozy a affirmé, jeudi 24 juillet, que la France ne signerait pas en l'état l'accord en discussion à l'OMC à Genève, suscitant une mise au point immédiate du commissaire européen Peter Mandelson. Ce dernier a rappelé au président français que c'était lui qui négociait, et non la présidence française de l'UE, au nom de tous les Etats membres.

"A l'OMC, cet accord qui est sur la table, s'il n'est pas modifié, nous ne le signerons pas", a déclaré Nicolas Sarkozy lors d'une réunion avec des restaurateurs à Batz-sur-Mer, en Loire-Atlantique. Le président en exercice de l'Union européenne évoquait les difficiles négociations commencées lundi à Genève entre les sept grands acteurs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a rapidement répondu au président français, avec lequel il entretient des relations notoirement tendues. "La Commission [européenne] est chargée de négocier ici à l'OMC au nom de tous les Etats membres", a-t-il dit aux journalistes, ajoutant : "Nous continuerons ainsi sur la base du mandat que nous avons."

"QU'IL EN SOIT AINSI"

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les responsables du commerce des Etats-Unis, de l'Union européenne, de l'Inde, du Brésil, du Japon, de l'Australie et de la Chine ont poursuivi leurs discussions jusqu'à près de 4 heures du matin, sous la coordination du directeur de l'OMC, Pascal Lamy, pour tenter de parvenir à un accord dans le cycle de négociations de Doha, ouvert depuis 2001 en vue d'une libéralisation des échanges économiques mondiaux. "Nous ne sommes pas encore arrivés à un point de convergence. Sur certains points-clés de la négociation, les positions restent encore trop éloignées", a reconnu Pascal Lamy, jeudi matin. "Nous avons besoin maintenant plus que jamais d'une volonté politique pour donner au cycle toutes les chances de succès", a-t-il ajouté. Jeudi, un petit cénacle de grands acteurs de l'économie mondiale essayait toujours péniblement de rapprocher les positions.

Parmi les sujets actuellement sur la table des discussions, l'ouverture des marchés des pays en développement aux produits industriels des pays du Nord-Est, une épine dans le pied des négociateurs. Certains pays en développement, comme l'Argentine et l'Afrique du Sud, ont adopté une position particulièrement dure, refusant toute concession sur un abaissement des droits de douane qui mettrait en danger leurs industries naissantes.

Le texte sur les produits industriels actuellement sur la table des négociations "a été élaboré sans tenir compte de la position d'un groupe important de pays", a déclaré Nestor Stancanelli, négociateur commercial au ministère des affaires étrangères argentin, rejetant ce texte. L'ire des pays émergents a notamment pour origine une "clause anti-concentration", voulue par l'Europe et qui vise à empêcher que des secteurs industriels entiers soient exclus de l'ouverture des marchés. Cette clause est "une mauvaise idée", selon le ministre du commerce indien, Kamal Nath. "Si cela devait faire échouer un accord, qu'il en soit ainsi", a-t-il jugé.

Le Monde.fr

» A la une
» Le Desk
» Opinions

» Archives
» Forums
» Blogs

» Examens
» Culture
» Economie

» Météo
» Carnet
» Immobilier

» Emploi
» Shopping
» Voyages

» Programme Télé
» Newsletters
» RSS

» Le Post.fr
» Talents.fr
» Sites du groupe

Le Monde

» Abonnez-vous au Monde à -60%
» Déjà abonné au journal
» Le journal en kiosque

